

Note de Georges Berthoin sur l'état des négociations d'adhésion avec le Royaume-Uni (28 octobre 1970)

Légende: Le 28 octobre 1970, Georges Berthoin, chef de la délégation des Communautés européennes à Londres, dresse un bilan détaillé de l'état d'avancement des négociations d'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

Source: Archives historiques de l'Union européenne, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. Franco Maria Malfatti, FMM. Visites. Visite du Président Malfatti à Londres (3-5 mars 1971), 27/10/1970-04/03/1971, FMM 22.

Copyright: Tous droits réservés

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_de_georges_berthoin_sur_l_etat_des_negociations_d_adhesion_avec_le_royaume_uni_28_octobre_1970-fr-a33c369f-be9f-4ab7-8fcd-ff1dd898db9f.html



Date de dernière mise à jour: 25/01/2023

Note de Georges Berthoin sur l'état des négociations d'adhésion avec le Royaume-Uni (28 octobre 1970)

La négociation anglaise : redressement national et unité européenne

Chaque année, la vie politique anglaise reprend après la trêve de l'été selon son rythme traditionnel.

D'abord, les Congrès : celui des syndicats (T.U.C.), puis celui de chacun des trois partis (libéral, travailliste, conservateur). Ils fournissent l'occasion pour le leadership de reprendre contact avec les militants et, à travers l'ensemble de leurs délégués, d'éprouver les réputations et les thèmes politiques du moment, de consacrer l'abandon de ceux qui appartiennent progressivement au passé et de commencer à laisser poindre ceux de demain.

Quelques semaines après ⁽¹⁾, intervient la rentrée parlementaire, occasion solennelle où la Reine, de son trône de la Chambre des Lords, lit le discours préparé par son Ministre. C'est l'annonce officielle du programme gouvernemental de l'année politique. Ensuite s'ouvre un débat devant les deux chambres qui donne au Gouvernement, comme à l'Opposition, l'occasion de développer les thèmes d'attaque et de défense qui animeront pendant la session parlementaire la lutte politique à l'intérieur des institutions.

Dans les deux cas, le public est largement pris à témoin par l'intermédiaire de la presse, de la radio ou de la télévision. Dans le premier, l'échange s'organise selon les traditions, les règles et les forces de chaque Congrès qui diffèrent beaucoup les uns des autres. Dans le second, il s'accomplit selon les usages de la vie constitutionnelle anglaise. Du point de vue de la décision politique formelle, la phase institutionnelle parlementaire demeure toujours la plus importante, mais c'est au cours des congrès que se révèlent le mieux les véritables tendances politiques et que les différentes parties du public britannique plus directement concernées par un langage qui leur est plus familier, réagissent et s'engagent avec le plus de force. Les positions sont moins grises et moins neutres, même si les différents leaderships tiennent à conserver, à l'égard des militants, une liberté d'action et de choix dont ils ont besoin pour faire face aux exigences des responsabilités gouvernementales ou à celles d'une opposition toujours consciente d'être un gouvernement en attente ou même en exil.

Grâce à ce processus régulier, la vie institutionnelle capte les aspirations et les mécontentements du militant pour en utiliser l'énergie.

Il a été ainsi possible, pendant ces dernières semaines, de constater à quel point il existait, sur les affaires européennes, entre l'"establishment" politique et l'opinion publique une différence d'attitude. La plus grande partie des dirigeants reste acquise à l'idée d'adhérer à la Communauté Européenne "à des conditions raisonnables" alors que le public demeure toujours aussi troublé par les chiffres publiés dans le Livre Blanc du 10 février 1970. Il n'est toujours pas guidé dans sa prise de conscience par les partis qui avaient jugé, pensant aux élections de juin dernier, plus prudents de s'épargner l'un l'autre sur ce terrain. Le Congrès du T.U.C. avait déjà montré à quel point la masse était peu réceptive aux attraits de la Communauté Européenne. Lors des débats du Parti Travailliste, la motion favorable à la politique pro-européenne a été adoptée d'extrême justesse. Cette disparité pose certainement au Gouvernement, comme à l'Opposition, un problème politique qui ne perdra de l'acuité que dans la mesure où les négociations de Bruxelles paraîtront se dérouler dans de bonnes conditions et dans celles où une vigoureuse campagne d'information et d'éducation du public sera entreprise du côté britannique.

Sur le plan parlementaire, dans l'état actuel des choses, l'adhésion aux Communautés paraît pouvoir bénéficier d'une majorité. Sur les 330 Conservateurs, une quarantaine déciderait de voter contre, même si une stricte discipline de vote était imposée par le Gouvernement. Parmi les Travaillistes, sur les 287 Travaillistes, une soixantaine voterait pour, même si la direction du parti décidait, ce qui paraît à beaucoup de ses dirigeants comme improbable, d'imposer une discipline de vote contre. De toute façon, il est beaucoup trop tôt pour pouvoir se prononcer sur ce que sera, le moment venu, la stratégie parlementaire du

Gouvernement. Mais déjà conscient des tensions qui existent à l'intérieur des partis et en particulier du sien sur ce sujet, l'ancien Premier Ministre, M. Wilson a déclaré publiquement à la télé que, le jour venu, il fallait s'attendre à des échanges de votes de part et d'autre entre majorité et opposition. Au cours des débats indicatifs qui ne manqueront pas d'être organisés sur les affaires européennes l'année prochaine on sera mieux en mesure de voir de quel côté s'organiseront les différentes tendances individuelles des députés.

Sur le plan de l'opinion publique, une mauvaise campagne d'éducation avec des moyens exceptionnels va être entreprise par le Conseil britannique du Mouvement Européen qui disposera pour cela d'un trésor de guerre spécial d'environ 60 millions de francs belges.

L'objectif est de parvenir, pour le début de l'été 71, à modifier le chiffre aujourd'hui très bas (22 %) de ceux qui sont en faveur de l'entrée dans la Communauté, afin de permettre aux éléments favorables à l'adhésion d'aborder la saison des Congrès 1971 dans une position meilleure que cette année. On compte également beaucoup sur le fait – et c'est avec ce calendrier en tête que le gouvernement le suggère – que l'on devra alors connaître en gros le résultat des négociations de Bruxelles.

Au-delà de cette campagne, il est un fait politique fondamental qui peut avoir une influence décisive sur la façon dont réagira le public britannique. Heurté, désorienté dans ses profondeurs, il sait et il sent que le monde a trop changé pour que les habitudes de naguère puissent continuer. Les principes et les intérêts qui prévalaient aux beaux jours de l'Empire n'existent plus sous la même forme. Grâce à des artifices souvent très habiles, la période pendant laquelle la prise de conscience nécessaire devait intervenir a pu être prolongée. Mais dès l'arrivée des Travailleurs au pouvoir, on a senti que le Gouvernement essayait de mettre le pays devant la réalité des choses et qu'il allait, pour cela, proposer un certain nombre de solutions pratiques. C'est dans cet esprit que M. George Brown, alors n°2 du parti, allait préconiser et réaliser la création du Département des Affaires économiques, qu'une réorganisation de l'appareil industriel, qu'une démocratisation de l'enseignement étaient amorcées ou que M. Wilson ou Mme Barbara Castle ont essayé d'amener le mouvement syndical à une meilleure prise de conscience des responsabilités qui devraient être les siennes dans la gestion d'une économie moderne. Sur ces deux chapitres, le gouvernement de M. Wilson n'a pas obtenu les victoires qu'il escomptait. Il a déçu. Peut-être même peut-on ainsi expliquer qu'il ait finalement perdu la bataille qu'il a livrée devant l'électorat en juin dernier.

Il ne faut en effet pas oublier que la première négociation de 1961/1963 a déclenché ou révélé dans l'administration, l'opinion et les dirigeants britanniques un processus de prise de conscience et de mise à jour qui, s'il a été frustré en janvier 1963, n'en a pas moins continué sa puissante marche. Il n'était pas étonnant, dès lors, que le pays recherche le leadership qui pouvait apparaître comme le plus en harmonie avec les exigences d'un monde et d'une société modernes tout-à-coup entrevus. C'est cette espérance que représentaient, en 1964, M. Wilson et le Parti Travailleur. Elle a mené vers eux ceux qui voulaient rejeter le passé, symbolisé injustement ou non alors par Sir Alec Douglas-Home, Premier Ministre, qui fut à ce moment battu. Le même mouvement a amené à la tête du Parti Conservateur, peu de semaines après la défaite électorale, M. Heath qui paraissait devoir être capable d'y répondre également, grâce à la réputation qu'il s'était acquise à Bruxelles. Il a reçu le soutien de beaucoup de membres de la nouvelle génération politique qui voyaient l'avenir et la modernisation de ce pays avec et par l'Europe.

Le début d'une mutation politique fondamentale de l'Angleterre a été consacré alors par cette arrivée de M. Wilson et de M. Heath à la tête de leur parti. L'enjeu politique et personnel dans la concurrence entre les deux hommes et leur groupe était de savoir qui serait au pouvoir au moment où les premiers résultats de la remise en ordre apparaîtraient et où ils trouveraient leur véritable chance et leur élan par la réouverture du dossier européen.

Quel prix de choix offert à l'homme et au parti pourraient donner à ce pays à la fois la puissance moderne dans sa phase post-impériale et à nouveau le sens d'une destinée, en assurant son retour vigoureux dans la famille européenne au moment même où, après qu'elle s'en soit donnée les moyens, elle recommence à jouer dans les affaires du monde et le développement de la civilisation un rôle de premier plan.

C'est ce prix que ne veut pas laisser échapper M. Heath, arrivé au pouvoir avec pour la solution de ces problèmes ce qu'il considère comme un mandat du peuple. Il a l'intention de le remplir avec une vigueur et une détermination dont le public commence à se rendre compte. Il va, dans cette sorte de nouvelle "Bataille d'Angleterre", bénéficier pendant un temps de beaucoup d'appuis. Ce qu'il va tenter n'est pas le résultat d'une réaction conservatrice pure et simple contre ce qu'a fait un gouvernement travailliste : son diagnostic est semblable à celui fait par le gouvernement précédent. Certes, les remèdes seront du type conservateur. Mais le but en lui-même n'est pas tellement différent de ceux de M. Wilson et de M. Roy Jenkins. Il a encore, aux yeux de tous, plus un caractère national que partisan. Les chances de réussite sont en ce moment grandes. Il est en effet plus facile, en début de Parlement, lorsqu'on a devant soi presque cinq années de gouvernement, de prendre les mesures radicales dont on escompte un effet positif à plus ou moins long terme. Mais surtout, M. Heath dispose maintenant de cette perspective européenne dont M. Wilson ne disposait pas. Lors de son arrivée au pouvoir en automne 1964, ce dernier était de lui-même peu ouvert aux solutions européennes. Le traumatisme de janvier 1963 amenait la plupart des hommes politiques à ne pas vouloir s'aventurer sur le terrain européen sans d'infimes précautions puisqu'ils le considéraient comme fortement miné. Il était dès lors difficile d'inclure, sans grand risque, dans la stratégie du redressement national indispensable l'élément européen. Cependant, M. Wilson s'est assez vite rendu compte que la perspective européenne aurait pu lui être utile, notamment pour créer dans le pays le choc psychologique qui lui aurait permis de donner à l'ensemble de l'industrie le dynamisme nécessaire et au pays le sens d'un avenir. En demandant l'adhésion, il a mis cette carte dans son jeu, mais les circonstances ne lui ont pas permis de la jouer. M. Heath, lui, dispose de cette carte. Il semble déterminé à la jouer. Sa crédibilité personnelle dans ce domaine reste plus grande que ne l'a jamais été celle de son prédécesseur. Il a son parti bien en mains à la suite des conditions très spéciales et personnelles de sa victoire de juin 1970 et il est en mesure de l'amener dans sa grande majorité à accepter la politique européenne qu'il jugera bonne pour le pays. Le calendrier lui a été favorable puisque la négociation a commencé moins de deux semaines après son arrivée au pouvoir. Enfin, le fait que la Communauté des Six commence à s'embarquer dans la mise en œuvre d'une union économique et monétaire par étapes graduelles l'aidera précisément à orienter l'effort qu'il demandera au pays dans un sens qui à la fois devra être positif pour la nation britannique et rendra son inclusion dans une Communauté élargie plus saine et plus crédible. Il y a entre les exigences d'une Communauté élargie sur la base de ce qu'entreprennent les Six et celle du redressement anglais, une coïncidence d'objectifs et de calendrier qu'il sera difficile de part et d'autre de ne pas constater et de ne pas mettre à profit. N'est-ce pas là le sens profond et la chance de la "Révolution silencieuse" que M. Heath propose à son pays d'entreprendre dans les décades à venir ?

A un certain moment, le véritable dialogue auquel, de part et d'autre, on semble s'attendre, bien que rien d'officiel ne soit encore dit dans le cadre strict des négociations déjà engagées, devra s'ouvrir.

Les négociations, sous leur forme actuelle, ne paraissent pas pouvoir par elles-mêmes mener à cette phase décisive. Quelque chose de plus semble nécessaire. L'échange de statistiques, le "sur-place", à la longue pourraient créer un climat mauvais. Est-ce le résultat d'un choix tactique et les négociateurs britanniques cherchent-ils à amener certains dans la Communauté à faire eux-mêmes des propositions pour la solution de problèmes que le Royaume-Uni n'a pas encore très clairement posés ? On peut se le demander. Si le front commun des Six se disloquait, on risquerait de créer dans l'opinion publique et le mécanisme de l'effet "révolutionnaire silencieux" de la négociation, des distorsions très importantes. C'est dans la mesure où la détermination des Six est manifeste et où les objectifs et les moyens d'y parvenir sont clairs qu'il sera plus facile pour le Gouvernement et l'opinion britannique de se déterminer vis-à-vis d'eux-mêmes et de la Communauté. Par contre, si la volonté des Six apparaît comme divergente ou floue, la réaction britannique ne pourra être que divergente ou floue à son tour. On a souvent constaté dans les rapports entre la Grande-Bretagne et la Communauté que ce pays, placé à l'extérieur du processus d'unification, ne se sentait pas capable ou désireux des faire des propositions. Il a préféré, conformément à sa nature profonde, réagir devant les éléments concrets de son développement. Un relâchement dans la volonté des Six ne serait ni dans l'intérêt de la Communauté, ni de celui de la négociation sur l'élargissement, ni de ceux de la Grande-Bretagne.

On ne doit pas, en évaluant la situation actuelle, négliger le fait que la négociation engagée le 30 juin l'a été

sur la base d'une stratégie élaborée dans un contexte politique tout à fait différent de celui qui prévaut aujourd'hui. Alors, figurait au fond du tableau le Livre Blanc, document neutre et embarrassé, né d'un compromis politique présumé alors indispensable et publié par un gouvernement obligé d'être aussi attentiste que possible. Il arrivait vers la fin de son mandat, il était sur le point de tenter le pari difficile d'une élection anticipée, il était atteint dans son autorité et sa vision par sa bataille perdue avec les syndicats en juin 1969. Aussi, le plus sage et le plus prudent pour lui était de s'orienter vers la réunion du 30 juin à Luxembourg sans impulsion politique vigoureuse : ni freinage, ni accélération. Les soucis tactiques de la diplomatie classique ont dès lors pris une place plus grande qu'il eut été normal. D'où l'importance donnée à la querelle des chiffres dont la presse anglaise se fit en son temps le généreux écho et d'où le caractère des échanges entre l'équipe de Sir Con O'Neill, les Représentants Permanents et la Commission. La mort de Iain Macleod a amené le changement rapide du titulaire du Duché de Lancaster, M. Anthony Barber, et M. Rippon n'a pu prendre en mains le dossier européen réellement qu'au cours des dernières semaines. Il cherchera à disposer de son mieux des chiffres dont il a hérité du Gouvernement précédent, puis il essayera de placer la négociation dans la perspective dynamique d'une politique d'ensemble qui lie le redressement national au succès de l'ouverture européenne.

Mais considérant les réalités de l'Angleterre et de la Communauté, une telle ambition est-elle réaliste ?

Celui qui se trouve à Londres est évidemment mal placé pour répondre en ce qui concerne la Communauté, surtout lorsqu'il s'adresse à ceux qui ont sur son destin expertise, initiative, autorité et influence. Cependant, il ne faut pas cacher qu'elle reste encore très mal comprise, que le rôle de la Commission, que la personnalité de ses dirigeants n'apparaissent pas clairement. Il y a certainement un effort à accomplir de la part de nos services et de ceux qui en sont les responsables. Beaucoup de pro-européens britanniques commencent à s'en plaindre discrètement et sur un plan très privé. La commission pourrait être ainsi amenée à regarder de plus près la direction, la vigueur, le savoir-faire et la coordination de l'action qui jusqu'à maintenant a été menée en son nom. Il est évident qu'il faudra changer l'image de la Communauté. Elle apparaît encore au grand public trop "technocratique, bureaucratique, sans sensibilité politique et sans vision de l'avenir"... Que de commentaires de cette nature ne doit-on entendre ici en dehors de ceux qui professionnellement connaissent l'Europe et les efforts entrepris vers son unité. Mais l'art de la politique n'est-il pas aussi concerné avec les mythes, les distorsions d'une opinion mal éclairée et désorientée. Sans trop tarder, la Commission devra envisager de se faire connaître et d'utiliser les moyens de masse dont la télévision est le plus productif. Des débats pourraient être organisés où il serait parlé bien sûr de lait, de la viande de porc, de transparence dans la formation des prix de l'acier, d'harmonisation budgétaire ou de flexibilité réduite des variations de change. Mais ce ne sera pas suffisant, et de loin. Il faudra que ceux qui ont la responsabilité et l'autorité expliquent eux-mêmes pourquoi cette Communauté existe, pourquoi elle survit aux crises, pourquoi elle progressera et ce vers quoi elle va. Les Anglais, on l'oublie souvent, voient un peu l'adhésion comme un mariage – un mariage sans possibilité de divorce – Certains sont effrayés par cette perspective, d'autres ne veulent plus y trop penser et s'apprêtent à s'y jeter les yeux fermés. Parle-t-on à une fiancée de la façon dont on remplira ensemble sa déclaration d'impôt, lui parlera-t-on de juste retour ou laissera-t-on au notaire le soin de lui faire la cour ? L'Angleterre, qui souffre d'un complexe d'infériorité rentré à l'égard de l'Europe qui grandit, de l'Empire qui s'en va, de l'Amérique qui oublie les vieilles relations spéciales, serait peut-être plus facile à séduire qu'on ne le pense. Mais la Communauté qui s'engage dans ces préliminaires de mariage n'est pas encore nubile. Incertaine de sa nature et de son destin, elle n'est pas en mesure de provoquer aisément les cristallisations politiques et psychologiques nécessaires. Trop faible pour ce qu'elle a de fort, trop forte pour ce qu'elle a de faible, elle dérouté ceux qui traitent avec elle de par le monde, elle dérouté encore plus ceux qui envisagent de la rejoindre.

Les adversaires les plus avertis de l'entrée de la Grande-Bretagne jouent beaucoup plus sur cette ambiguïté que sur la hausse du prix de la vie. Ils dénoncent comme inacceptable pour la tradition démocratique britannique, l'entrée dans un système où le contrôle parlementaire ou les processus de consultations sont – à leurs yeux – inexistants ou trop faibles. Au moment où tout le monde parle de participation, ils disent y voir un processus d'aliénation. Alors qu'ils cherchent à moderniser, grâce à leur flexibilité, le fonctionnement de leurs coutumes institutionnelles, on leur offre d'entrer dans un système constitutionnel écrit dont la

Commission apparaît le gardien rigide et sévère. Pour ceux qui veulent une société nouvelle, humaine, avec une âme, l'immeuble Berlaymont se dresse dans toute son anonymité. Pour ceux qui veulent le retour aux origines d'un capitalisme bien compris, la Commission de Bruxelles parle de plan, d'objectifs, de restructuration, etc...

Il suffit de lire les lignes qui précèdent pour penser que, s'il en est ainsi, ce pays ne sera jamais prêt. On peut être tenté de céder à l'impatience. Pourtant l'élargissement avec le renforcement est possible comme acte raisonné de sagesse et de lucidité. Au-delà des contingences quotidiennes, cette politique peut exprimer et aussi donner sa chance à un mouvement venu du fond de l'histoire : celui des pays européens, leurs aventures impérialistes personnelles terminées, se regroupant les uns avec les autres et s'unissant pour trouver, par leur "Renaissance", une signification nouvelle pour eux-mêmes et pour les autres. Bon nombre d'Anglais, pourtant si méfiants devant les séductions du lyrisme historique, le sentent et le disent.

S'ils le sentent, s'ils le disent, si les observateurs étrangers en Grande-Bretagne l'écrivent, c'est que chacun constate à quel point ce pays devient "objectivement" plus européen. Il importe de ne pas l'oublier car ceci forme la réalité qui donne à la négociation son sens, on serait tenté de dire sa légitimité.

Que voit-on en effet ?

Le commerce avec le Commonwealth a diminué en proportion alors que celui avec la Communauté a augmenté. Chaque Etat membre de ce cercle de famille qui se réunit de temps en temps autour d'Elizabeth II s'est organisé selon les possibilités ou les facilités régionales qui s'offraient à celui-ci. L'exclusivité des échanges développés à l'abri du système des préférences impériales a fait place, là comme ailleurs, à la diversité du commerce et des influences mondiales. La tentative de 1961-63 a rendu claire, pour la plupart des pays du Commonwealth, l'idée que l'Angleterre voulait se faire de son avenir. Réalistes, élevés à l'école du réalisme britannique, ils en ont tiré les conséquences.

Les liens psychologiques qui donnaient à ce groupe sa cohérence se sont distendus. On a vu les premières manifestations publiques de cette évolution lorsqu'il y a de nombreuses années, l'Afrique du Sud en a été exclue. Un malaise est alors né, mais surtout un profond malentendu politique. Beaucoup d'Etats africains, comme d'ailleurs beaucoup de Britanniques, ont rêvé et rêvent toujours de former un groupe multiracial qui serait un exemple pour le monde. Une telle entreprise suppose, non seulement la définition d'un certain nombre de règles, mais aussi l'intervention des uns dans les affaires intérieures des autres. Or, finalement, ceci n'a pas été réellement accepté par plusieurs membres du Commonwealth et certainement de moins en moins par le gouvernement de Londres. Le conflit devint aigu lorsque M. Wilson, alors Premier Ministre, dut, il y a plusieurs années, faire face aux difficiles problèmes de la Rhodésie, à l'occasion d'une réunion des Premiers ministres du Commonwealth à Londres. Il se fit alors traiter de raciste et fut pratiquement insulté par certains de ses collègues africains jusque sur les écrans de la télévision britannique. M. Wilson en avait alors été personnellement très touché et peiné. Beaucoup, dans le public, qui ne mettaient pas en doute la bonne volonté du gouvernement et du parti travailliste à l'égard de l'Afrique noire ont été heurtés par ce qu'ils considéraient comme une intervention abusive qui tendait à limiter la liberté de choix du gouvernement britannique. Les doutes sur la signification et l'avenir du Commonwealth n'ont fait alors que grandir. Aujourd'hui, c'est ce qui continue à l'occasion du conflit entre M. Heath et le Président de la Zambie à propos des ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Il ya tout lieu de penser qu'ici l'opinion, malgré ses très fortes exigences morales et humanitaires finira par se lasser de voir le Premier Ministre recevoir publiquement des leçons. L'atmosphère confiante du club du Commonwealth britannique de jadis semble devoir disparaître. La conséquence psychologique et politique est que le public anglais se sentira de moins en moins concerné par le traitement fait aux pays du Commonwealth au moment où la Grande-Bretagne s'engagera vers l'Europe. Par contre, il n'est pas impossible qu'un certain phénomène de transfert se produise, si l'exigence économique et morale que ressentent encore les Britanniques à l'égard du tiers-monde recevait une réponse à travers les systèmes mis en place ou préconisés par la Communauté Européenne.

Les mouvements de personnes, autrefois réduits, deviennent de plus en plus nombreux. En 1959, 2.750.000

Britanniques se rendaient dans les pays de la Communauté; un demi-million de ses ressortissants visitèrent alors la Grande-Bretagne. En 1969, presque 4 millions de Britanniques nous découvrent, 1 million 750 d'entre nous débarquent sur leurs îles. Faut-il s'étonner dès lors que les peuples ainsi brassés selon le rythme de la curiosité ou des intérêts se sentent moins distants, moins étrangers, peut-être dignes d'être considérés comme aussi civilisés les uns que les autres ? Le résultat devient évident dans la convergence et les influences réciproques des habitudes, des modes, des usages de la vie matérielle, de l'expression culturelle.

Sur le plan des mesures concrètes, certaines ont déjà été prises – par exemple, l'introduction des centigrades pour la météorologie quotidienne, l'harmonisation de la signalisation routière, ou seront prises – par exemple, la décimalisation complète de la monnaie le 15 février prochain, l'introduction du système métrique généralisé pour 1975, l'instauration de prélèvements agricoles envisagée pour très prochainement, ou celle de la TVA.

Le transport des hommes, des biens, des services, des idées, grâce à l'utilisation plus massive de l'aviation et à l'automatisation du téléphone, a rapproché ce pays du "Continent" dans des conditions que l'on ne connaissait pas il y a encore dix années. Certes, des éléments d'isolement subsistent dans ce domaine : l'absence le lien physique permanent (les partisans du tunnel sous la Manche espèrent pouvoir y porter remède avant la fin de la décade), la conduite à gauche (déjà abandonnée par la Suède), la difficulté technique de recevoir en direct les programmes de télévision des pays de la Communauté basés sur des définitions différentes.

Sur le terrain politique, les contacts à tous les niveaux se sont multipliés, grâce aux organisations européennes dont les Britanniques sont membres certes, mais surtout parce que sur la substance même des problèmes un rapprochement naturel s'opère.

L'évolution des États-Unis et de la civilisation américaine inquiète les Anglais. Ils en arrivent à se sentir, par opposition, plus Européens. A cause de leur langue commune, peut-être sont-ils plus directement sensibles que d'autres aux différences d'attitude et de réaction qui existent de part et d'autre de l'Atlantique.

Devant le "Trade Bill" discuté à Washington, les réactions de la presse et du gouvernement britannique ont été très proches de celles de la Communauté et de la Commission. Non seulement, parce que les intérêts britanniques sont presque les mêmes, mais aussi parce qu'on sent désormais l'influence que peut exercer la Communauté dans les affaires mondiales et notamment sur l'attitude du Japon ou de l'Amérique. (Raison de plus ajoutent beaucoup ici de devenir membre de cette Communauté plutôt que d'en être à la longue le satellite).

La tendance grandissante aux États-Unis de limiter autant que possible leurs engagements extérieurs pose en termes nouveaux et urgents la question non seulement de la sécurité des pays de l'Europe Occidentale, mais aussi celle des positions qu'ils doivent encore protéger dans le reste du monde (La question épineuse de l'Afrique du Sud en est une illustration, Singapour également, mais aussi la politique méditerranéenne de la Communauté, les relations avec le continent africain, etc...) La Grande-Bretagne pour valoriser son effort militaire sur le plan budgétaire, logistique, technique aurait et a déjà tendance à rechercher plutôt en Europe qu'en Amérique des partenaires de même taille, de même capacité, qui partagent des intérêts similaires et se croient exposés aux mêmes dangers.

A l'égard de l'Est, l'instinct britannique n'est pas très éloigné de la politique qui est plus ou moins celle des pays membres de la Communauté. On souhaite établir une détente durable entre les deux parties de l'Europe. On s'est félicité du courage et de la vision du gouvernement allemand qui a négocié le Traité de Moscou. On pense que, dans l'avenir, une 'Ostpolitik' pour garder sa crédibilité, son rythme et sa puissance d'attraction, devra être basée sur une réalité ouest-européenne bien constituée. Les échanges d'hommes et de biens qui devraient en résulter sont vus, en particulier par le premier Ministre lui-même, comme un moyen d'éroder ce que peuvent avoir d'après les contours des systèmes politiques trop peu évolués ou trop peu sûrs d'eux-mêmes pour admettre la liberté.

Sur le terrain religieux lui-même auquel on ne pense évidemment que peu dans le contexte d'une

communauté économique, les signes du rapprochement existent. L'esprit du mouvement oecuménique, Vatican II, ont rendu possibles les rencontres de mars 1966 à Rome entre Paul VI et l'archevêque de Canterbury. Lorsque dans la Chapelle Sixtine, la plus haute autorité de l'église anglicane est apparue aux côtés du Pape sur tous les écrans de télévision britannique, chacun a senti qu'une époque nouvelle de l'histoire de "l'anglicité" (englishness) s'ouvrait. Lorsqu'on voit jusqu'où vont encore les oppositions religieuses dans l'Irlande du Nord, il ne faut pas sous-estimer la portée d'une telle communion pour une opinion qui, longtemps, a vu dans l'œuvre d'unification à six une entreprise vaticane dont elle pensait qu'il y avait lieu de se méfier et dont beaucoup se méfient encore.

Mais n'y a-t-il pas, dans toutes les constatations qui précèdent de profondes contradictions ? Certes oui. Elles illustrent l'état de disponibilité exceptionnelle de l'opinion publique. Elles annoncent aussi de dures batailles politiques où l'Europe prendra une place grandissante.

- Ou bien les élites qui cherchent le redressement national et l'unité européenne obtiennent l'appui du public
- Ou bien le public se rebelle et alors émergeront de nouveaux leaders qui ne lieront pas les deux politiques.

Les hommes de cette alternative existent et s'observent les uns les autres, puis à l'intérieur des deux grands partis que de majorité à opposition.

M. Heath a triomphé au Congrès de Blackpool. Mais son adversaire le plus redoutable, Enoch Powell, s'est ostensiblement abstenu d'y assister. Ce dernier se réserve d'attaquer à son heure. N'ayant d'autre mandat que celui de simple député, il dispose d'une liberté de parole et d'action qu'il sait utiliser avec un don incontestable. Il s'est déjà déclaré contre l'entrée de son pays dans la Communauté. Mais il le fera à nouveau et avec une vigueur toute particulière – on le sait. Or, il s'est acquis une large audience dans tous les milieux sociaux par la clarté de ses exposés, son érudition, la fougue de ses vindictes, la passion de ses croyances. Il charme l'instinct de ce peuple en réaffirmant la continuité anglaise au moment où doit se clore l'ère impériale – (il est contre le maintien de troupes à l'Est de Suez) – Il n'est pas xénophobe, pourtant pour permettre à l'Angleterre de se retrouver et d'être elle-même, il s'oppose à l'immigration ou au partage des compétences d'Etat dans une Communauté européenne. Il aurait déjà mis M. Heath plus gravement en difficulté avant les élections s'il n'était devenu le symbole d'un extrémisme raciste et néo-nationaliste. Pour l'instant, son influence reste contenue, mais elle existe. Elle pourrait devenir dangereuse et détrôner M. Heath si ce dernier ne réussissait pas sa politique de redressement et son entrée dans la Communauté Européenne. D'ailleurs pour y parvenir, le gouvernement anglais emploie un langage et prend des postures qui ne sont pas sans rappeler certaines de celles de M. Powell. Le succès de M. Heath consoliderait l'aile libérale du parti conservateur et éviterait une coupure du pays en deux. Le parti conservateur a pu réussir à ne pas être trop exclusivement le parti d'une classe car il était également celui du patriotisme. M. Enoch Powell, en ravivant ce sentiment pris aujourd'hui avec plus de détachement et d'humour, forcerait les choses dans un sens qui pourrait aisément devenir malsain et provoquerait des réactions violentes d'une autre partie de l'opinion. Il y aurait un danger certain de "radicalisation". M. Heath, au contraire, tout en utilisant le sentiment national avec fermeté mais avec modération, voudrait ouvrir l'Angleterre à l'avenir européen, non seulement pour réussir le redressement économique mais pour éviter les frustrations psychologiques d'une société nationale en partie bloquée et repliée sur elle-même. Il y aurait moins de frustrations et de danger à élargir l'idée du patriotisme aux dimensions de l'Europe, en le faisant de façon pragmatique et progressive.

M. Wilson a des problèmes assez semblables, mais plus délicats encore. Autant par tradition le parti conservateur est publiquement loyal à l'égard de son leader, autant, du côté travailliste, – surtout lorsque le parti est dans l'opposition – les divisions s'exposent aux yeux de tous. Parmi les raisons fort complexes qu'on peut retenir, la plus importante paraît être de caractère structurel. Le Labour Party doit être en principe l'expression politique du mouvement syndical. (Sur les 6 millions de votes au congrès annuel, les syndicats bénéficient d'une proportion de 90 %) Mais, d'année en année, – ceci s'est fortement accentué avec M. Wilson – le parti travailliste a cherché à se présenter comme un parti de gouvernement, qui n'était pas seulement celui de la classe ouvrière. Il a réussi à s'attirer les sympathies des classes moyennes, également

courtisées par l'aile libérale du parti conservateur, ce faisant, il s'est mis de plus en plus en contradiction avec le mouvement syndical. Dans cette relation politique difficile, le Trésorier du Parti joue un rôle essentiel. Il est élu par le Congrès car les finances viennent des syndicats (alors que, par contraste, le leader et le deputy-leader de l'Opposition sont élus par le groupe des députés travaillistes). Le titulaire actuel de ce poste est Jim Callaghan (1) qui, au moment de l'épreuve de force de juin 1969, a beaucoup contribué à faire céder M. Wilson à la pression des Trade Unions. Il est aussi membre du "Shadow Cabinet". Parmi les députés, sa base est plus à droite que celle de M. Wilson, mais elle est plus à gauche que la sienne parmi les délégués du congrès annuel. Il peut être un adversaire redoutable s'il réunissait ces deux forces politiques derrière lui. Or, un des meilleurs moyens serait de s'opposer à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté. On pense depuis longtemps que M. Callaghan, sans s'être prononcé publiquement, serait en fait hostile à la politique européenne incarnée par M. Jenkins. Mais, comme M. Enoch Powell, il se tait – il attend son heure – MM. Douglas Jay et Peter Shore font pendant ce temps campagne dans la même direction, mais leur base dans le parti reste très faible et ne semble pas devoir s'élargir. M. Crossman, maintenant rédacteur en chef du "New Statesman", également hostile, exerce une grande influence intellectuelle sur les parlementaires. Si l'opinion publique ne change pas à l'égard de la Communauté, M. Callaghan paraît le mieux placé pour attaquer, de cette plate-forme, M. Wilson. Celui-ci, très prudent, ne veut pas se laisser déborder, d'où l'attitude attentiste prise au gouvernement et maintenant dans l'opposition avec une nuance un peu moins négative. Comme dans le cas des conservateurs, l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté consoliderait l'aile libérale du parti travailliste et éviterait une coupure du pays en deux.

On voit donc l'influence que le succès ou l'échec des négociations de Bruxelles exercera sur la mutation du Royaume-Uni et sur le sort des hommes qui en sont l'expression.

Or, la négociation ne réussira que dans la mesure où le public modifiera son attitude actuelle d'hostilité ou d'expectative. Au-delà de la solution des problèmes posés aux Etats candidats par l'acceptation des structures et de l'acquis communautaire, il y a certainement à découvrir les moyens de leur permettre – ceci est vital dans le cas de l'Angleterre – de rattraper ce que les Six sont en train d'entreprendre de nouveau. La mise en œuvre de l'union économique et monétaire, par exemple, risque pour certains d'apparaître comme un obstacle de plus mis à la réussite de l'élargissement. Une partie de l'opinion éclairée aurait tendance ici à réagir de la sorte.

Un travail d'explication devra, à un certain moment, être entrepris. Mais, sous une forme à trouver et vraisemblablement hors du cadre strict de la négociation telle qu'elle est jusqu'à maintenant conçue, il devrait être possible d'offrir à l'Angleterre d'utiliser la période de transition pour précisément réussir de façon durable la mutation dont elle a besoin sur tous les plans.

Plus qu'une politique, ceci serait un geste qui rassurerait l'élite politique de ce pays, et, selon les formes appropriées à trouver, permettrait à l'opinion de sentir que – comme ce fut le cas pour tous les Etats fondateurs cinq ans après la fin de la deuxième guerre mondiale – la Communauté Européenne ouvre ses portes toutes grandes à ceux qui en acceptent les disciplines, sans atteindre ni leurs intérêts, ni leur dignité.

La tactique, si tactique il faut, est d'être net et énergique sur les objectifs, pragmatique et pratique dans les moyens, souple et compréhensif dans la présentation.

Georges Berthoin

(1) cette année, celui-ci n'aura pas lieu puisque, à cause des élections de juin, la session parlementaire annuelle a été ouverte le 2 juillet dernier. Le prochain discours aura lieu normalement en automne 1971.